Le jugement de la Cour supérieure, qui est confirmé, a été rendu par M. le juge Demers, le 26 juin 1914.

Le défendeur est un agent d'assurance. Il avait assuré la bâtisse du demandeur, pour \$700 dans la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski. La police expira le 13 octobre 1912. A cette dernière date, le demandeur paya au défendeur une somme de \$17.50, pour le renouvellement de sa police pour une autre année, et se fit remettre un reçu *interim receipt*. Le défendeur garda l'argent, ne fit aucun rapport à la compagnie et déclara, à plusieurs reprises, au demandeur que sa police était renouvelée et qu'il allait la recevoir d'un jour à l'autre. Le 12 avril, l'incendie détruisit la bâtisse du demandeur et son contenu. De là l'action en dommages pour \$700.

Le défendeur soutient qu'il était l'agent de la compagnie d'assurance et n'est responsable qu'à elle; que le demandeur n'a eu qu'un reçu par *intérim*, qui devenait nul après trente jours, à la connaissance de l'assuré. En outre, l'incendit, dit-il, a été causée par la faute du demandeur.

La Cour supérieure a maintenu la demande comme suit:

"Considérant que le demandeur a prouvé toutes et chacune des allégations de sa déclaration; que le demandeur a subi une perte de \$700 par la faute du défendeur; que le défendeur était obligé de faire rapport de l'argent qu'il avait reçu du demandeur pour sa prime d'assurance; que s'il eut fait ce rapport à la compagnie, le demandeur n'aurait pas encouru la perte; que le défendeur a trompé le demandeur, lui disant que sa police allait arriver d'un jour à l'autre, alors qu'il n'avait pas même fait rapport de la perception de la prime. Condamne, etc."

En revision:

M. le juge Martineau: La Cour supérieure a considéré que le demandeur avait prouvé toutes et chacune des al-